

Bruxelles, le 4 novembre 2016
(OR. en)

12869/1/16
REV 1

COPEN 284
EUROJUST 123
EJN 57

NOTE

Origine:	Secrétariat général du Conseil
Destinataire:	délégations
N° doc. préc.:	9603/16
Objet:	Décision-cadre 2008/909/JAI du Conseil concernant l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux jugements en matière pénale prononçant des peines ou des mesures privatives de liberté aux fins de leur exécution dans l'Union européenne - Déclarations conformément à l'article 7, paragraphe 4, et à l'article 28, paragraphe 2

En vue de sa publication au Journal officiel conformément à l'article 7, paragraphe 4, et à l'article 28, paragraphe 2, de la décision-cadre 2008/909/JHA¹, le tableau actualisé des déclarations figure en annexe.

¹ Décision-cadre 2008/909/JAI concernant l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux jugements en matière pénale prononçant des peines ou des mesures privatives de liberté aux fins de leur exécution dans l'Union européenne, JO L 327 du 15.12.2008, p. 27

Décision-cadre 2008/909/JAI concernant l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux jugements en matière pénale prononçant des peines ou des mesures privatives de liberté aux fins de leur exécution dans l'Union européenne

<u>État membre</u>	<u>Article 7, paragraphe 4 (double incrimination)</u>	<u>Article 28, paragraphe 2 (disposition transitoire)</u>
RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	La République tchèque déclare qu'elle n'appliquera pas l'article 7, paragraphe 1. En ce qui concerne la déclaration ci-dessus, la reconnaissance des décisions imposant des peines ou des mesures privatives de liberté sur le territoire de la République tchèque est soumise à la condition qu'elles portent sur des actes constituant également une infraction en vertu de la législation de la République tchèque, quels qu'en soient les éléments constitutifs et quelle qu'en soit la qualification.	
ALLEMAGNE	L'article 7, paragraphe 1, de la décision-cadre ne s'applique pas à l'exécution de jugements étrangers en République fédérale d'Allemagne.	

<u>État membre</u>	<u>Article 7, paragraphe 4</u> <u>(double incrimination)</u>	<u>Article 28, paragraphe 2</u> <u>(disposition transitoire)</u>
FRANCE	Conformément à l'article 7, paragraphe 4, de la décision-cadre, la France déclare qu'elle n'appliquera pas le paragraphe 1 de cet article.	
CROATIE	En application de l'article 7, paragraphe 4, de la décision-cadre, la République de Croatie déclare qu'une juridiction compétente reconnaîtra les jugements en matière pénale prononçant des peines ou des mesures privatives de liberté pour des actes présentant les caractéristiques essentielles d'une infraction pénale en vertu du droit interne, quelle que soit la qualification juridique de l'acte considéré dans le jugement reçu.	
IRLANDE	<i>Publié au JO L 91 du 29.3.2012, p. 28</i> Conformément à l'article 7, paragraphe 4, l'Irlande déclare qu'à la suite de l'entrée en vigueur de la décision-cadre, elle n'appliquera pas le paragraphe 1 de l'article 7 de la décision-cadre.	<i>Publié au JO L 91 du 29.3.2012, p. 28</i> Conformément à l'article 28, paragraphe 2, l'Irlande déclare que, dans les cas où le jugement définitif a été prononcé avant la date d'entrée en vigueur de la décision-cadre, l'Irlande continuera, en tant qu'État d'émission et d'exécution, à appliquer les instruments juridiques existants en matière de transfèrement des personnes condamnées applicables avant l'entrée en vigueur de la présente décision-cadre.

<u>État membre</u>	<u>Article 7, paragraphe 4 (double incrimination)</u>	<u>Article 28, paragraphe 2 (disposition transitoire)</u>
LETONIE		Conformément à l'article 28, paragraphe 2, la Lettonie déclare que, dans les cas où le jugement définitif a été prononcé avant qu'une période de trois ans ne se soit écoulée à compter de la date d'entrée en vigueur de la décision-cadre, la Lettonie continuera, en tant qu'État d'émission et d'exécution, à appliquer les instruments juridiques existants en matière de transfèrement des personnes condamnées applicables avant la présente décision-cadre.
LITUANIE	Conformément à l'article 7, paragraphe 4, de la décision-cadre 2008/909/JAI du Conseil concernant l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux jugements en matière pénale prononçant des peines ou des mesures privatives de liberté aux fins de leur exécution dans l'Union européenne, la République de Lituanie déclare que ses autorités compétentes n'appliqueront pas l'article 7, paragraphe 1, de la décision-cadre.	Conformément à l'article 28, paragraphe 2, la Lituanie déclare que, dans les cas où le jugement définitif a été prononcé avant qu'une période de trois ans ne se soit écoulée à compter de la date d'entrée en vigueur de la décision-cadre, la Lituanie continuera, en tant qu'État d'émission et d'exécution, à appliquer les instruments juridiques existants en matière de transfèrement des personnes condamnées applicables avant la présente décision-cadre.

<u>État membre</u>	<u>Article 7, paragraphe 4 (double incrimination)</u>	<u>Article 28, paragraphe 2 (disposition transitoire)</u>
HONGRIE	Conformément à l'article 7, paragraphe 4, de la décision-cadre du Conseil concernant l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux jugements en matière pénale prononçant des peines ou des mesures privatives de liberté aux fins de leur exécution dans l'Union européenne, la Hongrie déclare qu'elle n'appliquera pas l'article 7, paragraphe 1, de cette décision-cadre aux infractions qui y sont visées.	
MALTE		En ce qui concerne l'article 28, paragraphe 2, de la décision-cadre 2008/909/JAI du Conseil sur la disposition transitoire, Malte déclare que, dans les cas où le jugement définitif a été prononcé avant le 5 décembre 2011, elle continuera, en tant qu'État d'émission et d'exécution, à appliquer les instruments juridiques existants en matière de transfèrement des personnes condamnées applicables avant le 5 décembre 2011. Le secrétariat général du Conseil pourrait souhaiter publier cette déclaration au Journal officiel de l'Union européenne.

<u>État membre</u>	<u>Article 7, paragraphe 4 (double incrimination)</u>	<u>Article 28, paragraphe 2 (disposition transitoire)</u>
PAYS-BAS	Les Pays-Bas déclarent que l'article 7, paragraphe 1, de la décision-cadre ne sera pas appliqué.	<i>Publié au JO L 265 du 9.10.2009, p. 41</i> Conformément à l'article 28, paragraphe 2, les Pays-Bas déclarent que, dans les cas où le jugement définitif a été prononcé moins de trois ans après la date d'entrée en vigueur de la décision-cadre, ils continueront, en tant qu'État d'émission et d'exécution, à appliquer les instruments juridiques qui étaient applicables en matière de transfèrement des personnes condamnées avant l'entrée en vigueur de la décision-cadre.
AUTRICHE	L'Autriche déclare qu'elle n'appliquera pas l'article 7, paragraphe 1.	
POLOGNE	Conformément à l'article 7, paragraphe 4, de la décision-cadre, la République de Pologne indique qu'elle n'appliquera pas l'article 7, paragraphe 1, de la décision-cadre (voir le document ST 15100/08 du Conseil du 3 novembre 2008).	<i>Publié au JO L 146 du 1.6.2011, p. 21</i> Conformément à l'article 28, paragraphe 2, la République de Pologne déclare que, dans les cas où le jugement définitif a été prononcé moins de trois ans après la date d'entrée en vigueur de la décision-cadre, elle continuera, en tant qu'État d'émission et d'exécution, à appliquer les instruments juridiques qui étaient applicables en matière de transfèrement des personnes condamnées avant l'entrée en vigueur de la décision-cadre.

<u>État membre</u>	<u>Article 7, paragraphe 4 (double incrimination)</u>	<u>Article 28, paragraphe 2 (disposition transitoire)</u>
ROUMANIE	La Roumanie déclare qu'elle n'appliquera pas l'article 7, paragraphe 1.	
SLOVÉNIE	La République de Slovénie déclare qu'elle n'appliquera pas l'article 7, paragraphe 1.	